PAPERJAM

Suisse et Luxembourg, rivaux dans la forme, alliés sur le fond

17 novembre 2025 - 06:00
Écrit par Émilio Naud

Jan Langlo, Association de Banques Privées Suisses

Stable, ouverte et toujours leader mondiale en gestion de fortune, la place financière suisse continue d'incarner l'excellence, malgré la fin du secret bancaire et la disparition du Credit Suisse. Le directeur de l'Association de banques privées suisses (ABPS), Jan Langlo, détaille la résilience helvétique et la complémentarité avec le Luxembourg.

Discrète, mais ouverte, la place financière suisse continue d'incarner la stabilité et l'excellence, malgré la fin du secret bancaire et la disparition du Credit Suisse. Pour le directeur de l'Association de banques privées suisses (ABPS), Jan Langlo, la Suisse reste le leader mondial de la gestion de fortune, tandis que le Luxembourg s'affirme comme son partenaire naturel sur le terrain des fonds et de la finance durable.

ABPS, place financière suisse, secret bancaire

Paperjam : la fin du secret bancaire a-t-elle transformé la place genevoise?

Jan Langlo. – «Pas vraiment. Genève demeure une place stable, personnalisée, d'excellence. Les clients ne sont pas partis: ils se sont régularisés et sont restés, parce qu'il est rassurant de conserver une partie de ses avoirs en Suisse. Cette image de fiabilité et de sécurité n'a pas disparu. La discrétion reste une valeur centrale – pas seulement dans la loi, mais dans la culture. Le secret bancaire existe toujours: l'article de loi qui le prévoit n'a pas changé. Un employé de banque ne peut pas parler de ce qu'il apprend dans son travail ni à ses amis ni à ses collègues. Ce cadre légal de confidentialité s'ajoute à une discrétion plus large, profondément suisse: ici, même les personnalités connues peuvent vivre sans être dérangées.

La Suisse reste-t-elle la première place mondiale en gestion de fortune transfrontalière?

«Absolument. La Suisse est encore, de loin, leader mondial. Certains classements placent Hong Kong au même niveau, mais ils comparent des choses différentes: les actifs privés transfrontaliers en Suisse, autour de 2.400 milliards, ne sont pas les mêmes que les actifs institutionnels inclus à Hong Kong. Si l'on tient compte de ceux-ci, la Suisse gère environ 4.200 milliards. Cette position tient à notre expertise, à la stabilité politique et à la sécurité juridique du pays.

Comment maintenir cet avantage face à des concurrents comme le Luxembourg, Singapour ou New York?

«En restant concentrés sur notre cœur de métier et en le pratiquant au meilleur niveau. La Suisse n'a pas un marché intérieur immense, elle est donc naturellement ouverte sur le monde. Nos clients savent qu'ils peuvent investir dans toutes les monnaies, sur tous les marchés et dans tous les produits financiers. Singapour et Hong Kong progressent vite, mais simplement parce que la richesse augmente plus vite dans ces régions. Nous misons, nous, sur la constance, la qualité du service et la maîtrise des risques.

L'absorption de Credit Suisse par UBS a marqué l'histoire financière récente. Quelle leçon en tirez-vous?

«C'est un épisode très triste. La disparition de Credit Suisse ne reflète pas une défaillance de la place financière suisse, mais bien d'une seule banque, victime d'erreurs de management répétées pendant des années. Le système suisse dans son ensemble a tenu bon. De nombreux clients de Credit Suisse sont restés en Suisse, mais ont transféré leurs avoirs vers d'autres établissements. Les banques privées et cantonales ont vu arriver de nouveaux clients, sans les démarcher. Cela prouve que la confiance dans la place helvétique n'a pas été ébranlée.

« Nous ne sommes pas membres [de l'UE] et ne souhaitons pas le devenir. Mais il est essentiel d'avoir des relations stables avec notre principal partenaire économique. »

La Suisse attire-t-elle toujours les talents?

«Oui, très largement. Grâce à la libre circulation avec l'Union européenne, les banques suisses peuvent recruter facilement. La qualité de vie, la sécurité et la stabilité du pays sont des atouts considérables. Pour les talents extra-européens, des contingents s'appliquent, mais les profils rares sont recherchés et bien intégrés. La finance suisse reste un employeur attractif: les salaires sont compétitifs, mais c'est surtout l'environnement de travail et la réputation internationale qui séduisent.

Comment percevez-vous l'action du régulateur, la Finma?

«La Finma joue un rôle essentiel, mais son approche a évolué. Son nouveau directeur vient de la Banque centrale européenne et apporte une culture de supervision plus interventionniste, très différente de la tradition suisse. On comprend ce choix: après la crise de Credit Suisse, il fallait un régulateur capable de tenir tête à UBS. Mais la proportionnalité reste un défi. Les petites banques souffrent d'un excès de contraintes administratives: calculs de ratios, rapports à répétition, publications peu consultées, qui ne servent guère le client. Une petite banque n'a pas d'impact systémique sur le marché, et pourtant, elle doit se plier à de nombreuses obligations, comme les grandes.

L'ancien directeur de la Finma, aujourd'hui à la tête de la Bafin en Allemagne, veut justement introduire un régime allégé pour les petites banques allemandes, inspiré du modèle suisse. C'est la preuve que l'équilibre entre rigueur et proportionnalité est un vrai sujet pour toute l'Europe.

La Suisse reste en dehors de l'Union européenne. Est-ce un atout ou un frein pour la place financière?

«Nous ne sommes pas membres et ne souhaitons pas le devenir. Mais il est essentiel d'avoir des relations stables avec notre principal partenaire économique. Cela fait 25 ans que les Accords bilatéraux encadrent ces relations, et leur mise à jour – les 'Bilatérales III' – est actuellement discutée en Suisse. C'est comme une mise à jour logicielle: il faut adapter le cadre pour que les accords continuent à fonctionner.

« Les deux modèles sont complémentaires: les clients déposent leurs avoirs en Suisse et investissent ensuite dans des produits domiciliés au Luxembourg. »

Aujourd'hui, nos banques n'ont pas le droit de démarcher et de servir activement des clients européens. Pour cela, elles doivent passer par des succursales dans les États membres. Mais les clients veulent un compte en Suisse. Nous soutenons donc une approche dite 'par institut': chaque banque suisse pourrait, sur base volontaire, adopter certaines règles européennes et être supervisée par une autorité de l'UE afin d'obtenir un accès élargi au marché européen. Ce modèle existe déjà aux États-Unis. Il permettrait de renforcer les liens financiers tout en respectant notre souveraineté.»

Suisse et Luxembourg, des forces complémentaires

Quels sont, selon vous, les principaux atouts du Luxembourg et de la Suisse?

«Ce sont deux places solides, mais aux modèles différents. Le Luxembourg est agile, réactif et à l'avant-garde des fonds et de la finance durable. Il a aussi beaucoup bénéficié de la présence des banques suisses, qui y ont créé des structures pour leurs fonds. La finance représente environ 23,5% du PIB luxembourgeois, contre 9% en Suisse, donc l'attention politique y est naturellement plus forte.

La Suisse, elle, reste la référence mondiale en matière de gestion de fortune privée: proximité culturelle, stabilité, diversité des devises et qualité du conseil. Le Luxembourg attire par son cadre européen, sa fiscalité des fonds et son savoir-faire réglementaire. Les deux modèles sont complémentaires: les clients déposent leurs avoirs en Suisse et investissent ensuite dans des produits domiciliés au Luxembourg. La place suisse va bien et continuera d'aller bien, à condition d'éviter les grosses gaffes, surtout politiques. Et nous souhaitons, bien entendu, que le Luxembourg aille bien: nos deux places ont tout intérêt à rester complémentaires.

La Suisse est-elle en retard sur la finance durable?

«Non, mais elle a choisi une approche plus exigeante. Nous avons révisé la définition des fonds durables: de 3.000 milliards d'actifs annoncés, nous sommes revenus à 1.800 milliards, car nous avons exclu les produits qui ne répondaient pas à des critères crédibles. Le Luxembourg est en tête en volume, mais surtout parce qu'il accueille plus de fonds, toutes catégories confondues. La Suisse reste attentive à la qualité et à la comparabilité des données ESG. Le grand enjeu, ce sont les labels de transition: accompagner les entreprises qui s'améliorent, plutôt que d'exclure celles qui polluent encore.

Comment la Suisse promeut-elle sa place financière à l'international?

«Cela dépend aussi des responsables politiques. Sous le conseiller fédéral Ueli Maurer, la promotion était très active: il voyageait beaucoup, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique latine, pour soutenir la finance suisse. Sa successeure, Karin Keller-Sutter, a dû gérer la crise Credit Suisse, ce qui a logiquement modifié les priorités.

Aujourd'hui, le SIF reste engagé, et l'Association suisse des banquiers collabore avec Switzerland Global Enterprise, l'agence de promotion de l'économie suisse à l'étranger, pour mieux faire connaître notre place financière. Mais il est vrai qu'il manque à la Suisse une structure institutionnelle équivalente à Luxembourg for Finance. Le Luxembourg a réussi à réunir sous un même label public-privé la promotion, la coordination et la visibilité internationale de son écosystème financier. C'est un modèle que nous observons avec intérêt: il donne une image cohérente et lisible de la place. En Suisse, la promotion reste plus fragmentée entre cantons, associations et autorités fédérales.

Quel est le rôle du SIF dans cette stratégie?

«Le Secrétariat d'État aux questions financières internationales (SIF) joue un rôle central. Il coordonne les relations entre la Confédération, la Finma, la Banque nationale suisse et les partenaires étrangers. Le SIF est notre interlocuteur principal pour les dossiers européens et internationaux, qu'il s'agisse des accords fiscaux, de la finance durable ou des innovations comme les stablecoins. Nous avons d'excellentes relations avec lui: c'est un acteur discret, mais très efficace, qui veille à préserver la compétitivité de la place tout en garantissant son intégrité.»